



## **L'Office continuateur et novateur**

Christian Delaballe

### **► To cite this version:**

Christian Delaballe. L'Office continuateur et novateur. Revue forestière française, 1970, 22 (S), pp.805-808. [⟨10.4267/2042/20471⟩](#). [⟨hal-03386279⟩](#)

**HAL Id: hal-03386279**

**<https://hal.science/hal-03386279v1>**

Submitted on 19 Oct 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

# l'office continuateur et novateur

---

Voici que se termine cette publication sur l'Office national des forêts et qu'il faut conclure.

C'est, on aura pu s'en convaincre, un grand établissement public qui aura vu le jour, il y a maintenant plus de cinq ans.

D'une dimension nationale...

...par ses effectifs et la qualité de ceux-ci : 200 ingénieurs du Génie rural des eaux et des forêts, 300 ingénieurs de travaux, 1.000 techniciens ou chefs de district, 3.000 agents techniques, 1.000 cadres et agents administratifs, 8.000 ouvriers...

...par son implantation dans le tissu de l'espace français, où l'on trouve ayant à leur tête un ingénieur en chef ou un ingénieur, vingt directions régionales en métropole, quatre directions outre-mer, cent-vingt centres de gestion...

...par son budget proprement dit qui approche 500 millions de francs, par un « chiffre d'affaires » dépassant 700 millions.

...par le volume des travaux mis en œuvre, qui auront représenté, dans le domaine de l'Etat comme dans celui des collectivités, en infrastructures comme en boisements, près de 200 millions de francs en 1970.

...par l'importance des surfaces qu'il maîtrise, 1.600.000 hectares de forêts domaniales, le patrimoine forestier des collectivités, au total plus de 4 millions d'hectares, soit 8 % de la surface totale de notre pays.

...par la confiance qui lui a été faite, le jour où il a reçu l'héritage d'une richesse de la nation portée jusqu'à nous par des siècles d'attentions et de soins.

...par les perspectives qui lui sont offertes d'être un des moyens, non seulement d'une grande politique forestière, mais d'une politique nouvelle d'aménagement et de protection de la nature.



*Imp. F. Simon à Strasbourg*

# SCHLITTAGE DU BOIS DE CHAUFFAGE

*Schlitzen des Brennholzes.*

*Strasbourg, Am. L. Simon, 1887.*

Dessin de Théophile SCHULER. In : Les bûcherons et les schlitteurs des Vosges, d'Alfred MICHIELS - 1857

L'Office national des forêts, continuateur, d'abord. Et comment pourrait-il en être autrement ?

Continuateur parce qu'il n'a pas créé la forêt. Elle était là, née du fond des âges, lente construction due à l'action conjuguée des hommes, de la nature et du temps.

Continuateur parce qu'il n'a pas créé le forestier. Ils étaient là, héritiers, eux aussi, d'une longue patience, d'une incomparable tradition morale et technique, ingénieurs et cadres de l'administration des eaux et forêts, d'une administration et d'un passé qu'ils entendaient bien ne pas renier.

Continuateur parce que la conduite forestière était toujours régie par les mêmes textes des anciens et le Code forestier applicable à l'Office national des forêts comme à ses prédécesseurs.

Continuateur parce que dans la forêt il n'y a ni commencement ni aboutissement, mais un chemin sans fin, où chaque année compte, où nul ne peut imaginer effacer le passé pour recommencer à zéro, où le temps qui s'est écoulé et qui s'écoulera est l'élément décisif et astreignant de l'action des forestiers et des choix à faire.

Mais l'Office national des forêts, novateur. Et comment pouvait-il aussi en être autrement ?

Revenons un peu en arrière pour bien comprendre le sentiment des responsables au moment où ils étaient confrontés à la plus grande réforme entreprise depuis Colbert dans l'administration forestière.

Le Président du Conseil d'administration, M. Michel Jobert, s'exprimait en ces termes, à la fin de 1966 :

« Depuis bientôt un an, l'Office national des forêts arpente son domaine et rassemble les fils dont il fera son avenir. C'est une exploration patiente que de prendre ainsi possession du royaume vénérable de la forêt, d'y marquer des repères pour les efforts de demain et d'y laisser planer une espérance.

Espoir que la forêt sera, pour les citadins toujours plus nombreux, le refuge qu'ils recherchent ; espoir qu'elle donnera au pays toute la richesse qu'elle lui doit, pour son équilibre, pour ses paysages, pour sa vie économique ; espoir qu'elle sera, elle aussi, un laboratoire du progrès et que tout ce qui s'y fera sera mesuré mais enthousiaste.

L'Office national des forêts, c'est à la fois beaucoup d'hectares, beaucoup de mètres cubes et beaucoup d'hommes : ceux qui soignent les forêts, ceux qui les exploitent, ceux qui aiment les parcourir. Pour eux, l'Office veut avoir plusieurs visages, tour à tour gardien et industriel, économiste et sociologue, puisqu'il sait qu'il détient l'une des clés de l'équilibre moderne.

Nous efforcer de vivre dans notre monde, ouvrir notre domaine à tous, trouver les moyens de l'embellir et de le rendre prospère ; voilà le but de l'Office et voilà aussi la volonté qui anime son Conseil d'administration, ses cadres et la grande famille de forestiers qu'il rassemble, tous conscients de commencer une aventure pleine de promesses ».

Photo MOSNIER



Combien chacune de ces phrases exprimait bien ce qu'il convenait de faire, « l'Office et ses différents visages », « nous efforcer de vivre dans notre monde », « tous conscients de commencer une aventure pleine de promesses ».

Quelques années ont passé. Chacun s'accorde à reconnaître que la continuité a été assurée. Et le changement ?

Le changement, c'était bien sûr le cadre nouveau d'action. En devenant un établissement public, l'administration forestière, à laquelle on donnait un Conseil d'administration et un contrôleur d'Etat, découvrait les avantages et les risques de l'autonomie budgétaire, le rapprochement des dépenses et des recettes. Il lui allait falloir apprendre un nouveau vocabulaire, ce qu'étaient un compte d'exploitation, un compte de profits et pertes, un bilan... et payer des impôts, non seulement l'impôt foncier, mais ceux sur les salaires, les bénéfices des sociétés, etc... C'est dans un tel cadre que le forestier allait devoir servir l'intérêt général et servir la forêt.

Le lecteur a pu constater, au long des pages qui précèdent, l'usage qu'il en a fait.

L'Office s'est imposé des contraintes nouvelles de gestion, insérant avec prudence mais avec discernement, dans son administration, les procédés les plus modernes : rationalisation des coûts budgétaires, usage de l'ordinateur dans la gestion des personnels, dans la meilleure connaissance du patrimoine forestier, dans les aménagements.

L'Office a tenté, et il est possible de penser qu'il y a réussi, de tirer pour la forêt le maximum d'avantages du statut industriel et commercial, assurant notamment par un jeu de réserves et de provisions, une programmation de cinq ans d'investissements.

L'Office a lancé et commencé à réaliser des idées nouvelles en matière d'ouverture, pour l'homme, du domaine forestier de l'Etat : réserves d'animaux, zones de silence, chasses-pilotes, sont autant d'orientations nouvelles. Elles marquent cette volonté d'accueillir l'homme dans un cadre naturel privilégié tout en sauvegardant ce cadre.

L'Office a tenu à progresser dans le domaine technique et économique, en vue de permettre à la forêt de suivre l'évolution de plus en plus rapide de nos connaissances, et au forestier d'en assurer le traitement le plus efficace au moindre coût : techniques d'éclaircie et de régénération, méthodes d'aménagement, liaison entre l'aménagement et les programmes de travaux, nouvelles méthodes de commercialisation (contrats d'approvisionnement).

L'Office, en même temps, a voulu maintenir et augmenter l'attraction du métier de forestier : modernisation des matériels administratifs et de travaux, améliorations statutaires, création de centres de formation professionnelle, concertation à tous les niveaux.

On veut bien nous dire parfois qu'un tel bilan, vu de l'extérieur, est estimable et prometteur. Pour ceux de l'établissement, ces roses ne sont pas sans épines. Vouloir en même temps assurer la continuation et promouvoir le changement, aura fait peser sur les hommes des charges considérables.

Si l'avenir doit être à ceux qui se surmènent, alors celui de l'Office serait bien assuré... à condition, sans doute, de ne pas en abuser.

Il est cependant permis de penser que le plus dur est fait, que l'Office est sorti de la période des bouleversements et qu'il doit être, dorénavant, possible, sans trop exiger des hommes, dans cet immense domaine qui lui a été confié, de maintenir tout en continuant à progresser.

C. DELABALLE.